

## Après l'affaire KUHLMANN-PAIMBŒUF

La lecture, par les militants communistes, des journaux étrangers au Parti est toujours dénoncée par les dirigeants comme dangereuse, comme un moyen d'infiltrer la propagande et l'idéologie bourgeoise dans les rangs du Parti. Mais pour que cette interdiction, que la majorité des militants ne respecte pas, ait un semblant de justification il faudrait que la presse du Parti et, en premier lieu, l'*Humanité* informe correctement. Or la censure, le mensonge, l'omission sont à la base de la conception sur l'information du Bureau politique et des rédactions. Sur ce plan il n'y a pas de différence avec la presse bourgeoise, les mensonges sont seulement différents. L'information, par l'entremise des communiqués d'Agence de Presse, est devenue la méthode quand l'*Humanité* veut mentir ou ne pas prendre position sur des faits.

Ainsi le jeudi 20 juin, chez Kuhlmann (produits chimiques) à Paimbœuf, une violente manifestation des ouvriers eut lieu. Le mobilier et les machines de la comptabilité ont été détruits ainsi que des conduites électriques et d'eau.

Comment l'*Humanité* a-t-elle informé les travailleurs de ces faits qui revêtaient une importance et nécessitaient une explication? Tout simplement par une dépêche de l'Agence France-Presse dans laquelle, si l'on en croit l'*Humanité*, il n'était pas question des violences mais d'une manifestation de mécontentement des ouvriers de l'entreprise et d'un lock-out décidé par la Direction.

On trouvera tout de même curieux que l'*Humanité* n'ait pas trouvé, le lundi 24 juin, une autre source pour informer de cette affaire qu'un communiqué A.F.P., alors que le mardi 2 juillet elle faisait savoir cette fois par un correspondant, que l'usine était occupée depuis le samedi 29 juin par 500 gendarmes et gardes mobiles.

Les lecteurs qui s'en tiennent à l'*Huma* ne sauront jamais ce qui s'est passé en réalité chez Kuhlmann. La rédaction aura laissé le soin de fustiger la Direction Kuhlmann à « Témoignage Chrétien »! Il y a bien entendu plusieurs raisons à ce mensonge par omission. La première est que les dirigeants du Parti, enfoncés dans une politique d'Union Nationale, refusent formellement de justifier ou d'expliquer toute violence commise par des travailleurs. Il ne faut pas effaroucher le bon patronat républicain et patriote qui doit être convaincu que le Parti est prêt à sacrifier l'intérêt des ouvriers au leur.

La deuxième raison concerne la tactique de l'action gréviste soutenue par les dirigeants. S'ils tentaient une explication des violences des ouvriers de chez Kuhlmann ils seraient amenés à laisser entendre que la pratique des grèves partielles est mauvaise si elle est érigée en système, que l'absence des perspectives à donner aux luttes actuelles, que leur carence en somme les dénoncent comme des dirigeants incapables.

Car enfin, quelles sont les causes de ces violences? Il y a bien sûr d'abord l'attitude arrogante, l'attitude de défi d'un patronat de combat. Mais la combativité du patronat est en rapport avec la situation économique et politique ainsi qu'avec la force ouvrière. Or, actuellement, la situation sociale est en faveur des travailleurs qui sont prêts à la lutte — c'est donc la direction ouvrière qui fait défaut. Et la tactique des grèves partielles locales renverse bien souvent la situation en faveur du patronat; en tout cas elle stoppe l'élan de la lutte ouvrière.

Les événements de Kuhlmann-Paimbœuf s'expliquent ainsi aisément. Les ouvriers isolés, exaspérés par l'intransigeance de leurs patrons, sans certitude d'une issue victorieuse à leur lutte, qu'ils ne sentaient pas liée à la lutte des travailleurs des autres entreprises, n'envisagèrent pas d'autre moyen pour faire céder la Direction de l'usine que de « casser le bazar ».

R. NUMA.

## Pierre FRANK et Jacques PRIVAS condamnés à 6 mois de prison avec sursis

Nos camarades Pierre FRANK et Jacques PRIVAS ont été condamnés par la 11<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris à 6 mois de prison avec sursis pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat (article 80 du code pénal), à la fin du procès dont nous avons rendu compte dans les deux précédents numéros de notre journal.

Le tribunal a donc frappé nos camarades pour les positions prises par « La Vérité des Travailleurs » dans la guerre d'Algérie. Nous n'avons pas encore sous nos yeux le texte de l'arrêt du tribunal; mais celui-ci fait une distinction entre les discussions entre hommes politiques de la bourgeoisie où on peut parfaitement parler de l'indépendance et notre activité qui est un appui au peuple algérien en révolte. Nous reviendrons sur les attendus du jugement dans notre prochain numéro.

Cette condamnation d'une activité journalistique prend — en dépit du sursis qui l'accompagne — une signification d'autant plus grave qu'elle se produit au moment où le gouvernement présente un nouveau projet de pouvoirs spéciaux comportant — notamment pour les condamnations en vertu de l'article 80 qui frappent nos camarades — la résidence forcée (en fait dans des camps d'internement qui pourront être en Algérie), les visites domiciliaires

de jour et de nuit, les détentions préventives à durée extensible, etc...

Les condamnations contre nos camarades marquent donc la nécessité d'une part d'une action redoublée pour s'opposer à l'adoption du nouveau texte de pouvoirs spéciaux, d'autre part d'une action de masse pour arrêter la guerre d'Algérie — laquelle dans son développement a sa logique inéluctable que nous avions dénoncée dès le début: le régime d'arbitraire fascisant qui sévit en Algérie, le gouvernement inévitablement est amené à l'étendre en France. Pour ces Messieurs « l'Algérie c'est la France » et par suite... la France, c'est l'Algérie. Les paras deviennent les instruments de la « démocratie » conçue à la Lacoste-Lejeune.

Nos camarades — ainsi que les rédacteurs de « La Vérité » qui furent jugés parallèlement et qui ont été condamnés à la même peine — se trouvent ainsi les premiers militants français condamnés pour raison d'Etat à propos de la guerre contre-révolutionnaire menée contre le peuple algérien.

Ces condamnations, loin d'arrêter notre lutte, loin d'intimider les militants et la classe ouvrière, serviront à stimuler la volonté de tous pour une action qui brisera le colonialisme et annulera ces condamnations.

## A VERNON

### Une forme efficace de lutte contre l'Etat-patron

La politique gouvernementale qui vise à restreindre les libertés ouvrières, semble prendre un certain ascendant dans les secteurs industriels dépendant du Ministère de la Défense Nationale: c'est ainsi qu'après l'exemple de l'arsenal de Lorient où deux militants de la CGT ont été licenciés et emprisonnés en raison d'articles parus dans des bulletins, qu'après Toulouse, c'est au tour du L.R.B.A. de Vernon où la Direction a refusé de recevoir un délégué CFTC élu, en raison également d'un article paru dans le Bulletin CFTC d'entreprise.

Les travailleurs du L.R.B.A. ont immédiatement riposté contre cette attaque, contre cette politique d'ensemble, par de courts mouvements de grève quotidiens. 3<sup>e</sup> journée, 4<sup>e</sup> journée, 5<sup>e</sup> journée, le mécontentement grandissait considérablement et les travailleurs du L.R.B.A. cherchaient un moyen d'action beaucoup plus efficace et plus spectaculaire que les quarts d'heure de grève à l'intérieur de l'établissement. C'est ainsi qu'ils décidèrent de se rendre à Vernon en défilant dans les rues derrière des banderoles. Malgré les intimidations du Commissariat de Police de Vernon et le mauvais temps qui sévissait, le défilé fut imposant et fut surtout très remarqué dans cette petite ville à l'ordinaire si tranquille. Nous pouvions constater que nous étions beaucoup plus nombreux lors de cette manifestation que lors des courts débrayages d'un quart d'heure dans l'usine. Les militants de la CGT ont été les plus combattifs, les plus dynamiques dans cette action, alors que ceux de la CFTC étaient plutôt effacés — cherchant davantage à régler le conflit par des parloles avec tel ou tel député dans les coulisses. Pas un seul instant ils ne crurent à l'efficacité de cette manifestation: ce qui leur semblait efficace, c'était l'entretien avec « Monsieur le Maire » et sa pression per-

sonnelle sur le Préfet et non le mouvement de masse dans les rues de Vernon.

Devant les déplacements des forces de police à cause du défilé, les travailleurs du L.R.B.A. prirent conscience de leurs forces et de l'efficacité de leur manifestation. C'est ainsi qu'ils décidèrent de continuer cette forme de lutte, chaque semaine dans Vernon et qu'ils se mirent à fabriquer de nombreuses banderoles indiquant leurs salaires particulièrement bas.

Ils n'eurent pourtant pas la possibilité de renouveler ce défilé dans Vernon; en effet, la veille de la manifestation qui avait été décidée par les ouvriers du L.R.B.A., la Direction capitulait, faisant savoir qu'elle recevrait désormais les délégations syndicales sans aucune condition.

Cette forme d'action est incontestablement plus efficace que des grèves à l'intérieur de l'établissement: c'est ce que les ouvriers ont compris en venant plus nombreux participer à ce défilé. Inutile de dire que la CFTC a poussé un « ouf! » de soulagement lorsque la Direction a capitulé. Ce soulagement correspondait à une déception — non au désespoir, car l'« Administration » avait tout de même capitulé ce qui constituait quand même une victoire pour les travailleurs du L.R.B.A. — parmi l'avant-garde ouvrière de l'Etablissement qui voyait déjà poindre avec cette mesure le mouvement de reflux de la lutte de classe. Après cette légère et passagère déception, l'avant-garde ouvrière a conscience des nouvelles possibilités qui lui sont offertes pour continuer l'action pour les salaires, sans ignorer les limites de cette forme de lutte contre l'Etat-patron que représente la manifestation avec défilé dans Vernon. Sans oublier, que seule, la grève générale permettra d'obtenir d'importants succès pour la classe ouvrière, l'avant-garde ouvrière s'aperçoit comment il sera possible de généraliser, d'étendre la lutte sur le plan des salaires dans la région: les ouvriers des entreprises privées ne peuvent rester indifférents devant ces défilés imposants, surtout alors que leurs salaires sont extrêmement bas.

R.

Le prochain Numéro de

« La Vérité des Travailleurs »

paraîtra le Samedi 14 Septembre